



**EUROMÉDITERRANÉE**

Établissement Public d'Aménagement – Marseille

## **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES RELATIF A L'ACCORD-CADRE**

### **Accord-cadre pour la réalisation des travaux d'aménagement des espaces publics du secteur des Crottes dans l'extension Euroméditerranée 2 à Marseille**

#### **Lot 1**

**Voirie, réseaux divers, fontainerie, éclairage  
et mobilier**

#### **Lot 2**

**Plantations, arrosage et aire de jeux**

### **Caractéristiques principales du contrat**



Accord-cadre sans montant minimum et avec un montant maximum défini pour chaque lot comme suit :

Lot 1 : 12 000 000 € HT

Lot 2 : 1 400 000 € HT



Exécution par marchés subséquents



Durée de 4 ans



Prix unitaires ferme (révision des prix pour les marchés subséquents)

# **Sommaire**

Article 1 - DISPOSITIONS GENERALES .....	3
1.1    Objet de l'opération .....	3
1.2    Forme de l'accord-cadre .....	3
Article 2 - INSERTION PAR L'ACTIVITE ECONOMIQUE .....	3
Article 3 - PIECES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE .....	3
3.1    Pièces particulières .....	3
3.2    Pièces générales .....	4
Article 4 - Duree de l'accord-cadre .....	4
Article 5 - EQUIPE DEDIEE ET MODIFICATION .....	4
Article 6 - DISPOSITIONS FINANCIERES .....	4
6.1    Prix .....	4
6.2    Variation des prix de l'accord-cadre .....	4
6.3    Règlement des prestations supplémentaires ou modificatives .....	5
Article 7 - DISPOSITIONS SPECIFIQUES A LA PASSATION DES MARCHES SUBSEQUENTS .....	5
Article 8 - Clause de reexamen .....	5
Article 9 - RESILIATION ET CONTENTIEUX .....	6
9.1    Résiliation .....	6
9.2    Règlement des différends .....	6
Article 10 - DEROGATIONS AU CCAG TRAVAUX .....	6

## Article 1 - DISPOSITIONS GENERALES

---

### 1.1 Objet de l'opération

---

Le présent cahier des clauses administratives particulières concerne la mise en place d'accords-cadres relatifs d'aménagement des espaces publics du secteur des Crottes dans l'extension Euroméditerranée 2 à Marseille.

L'Etablissement public d'aménagement EUROMEDITERRANEE aura la qualité de maître d'ouvrage sur l'ensemble des marchés subséquents passés sur le fondement des accords-cadres.

Les travaux sont divisés en 2 lots définis comme suit :

- Lot 1 : Voirie, réseaux divers, fontainerie, éclairage et mobilier
- Lot 2 : Plantations, arrosage et aire de jeux

Chaque lot donne lieu à la passation d'un accord-cadre à marchés subséquents dont les modalités d'exécution sont définies ci-après.

### 1.2 Forme de l'accord-cadre

Il s'agit d'un accord-cadre à marchés subséquents conformément aux articles L.2125-1 1° et R.2162-1 à R.2162-14 du code de la commande publique.

Chacun des accords-cadres est mono-attributaire.

Chaque accord-cadre est conclu sans montant minimum et pour un montant maximum fixé sur toute la durée du contrat (soit 4 ans) comme suit :

- lot 1 : 12 000 000 euros HT ;
- lot 2 : 1 400 000 euros HT.

## ARTICLE 2 - INSERTION PAR L'ACTIVITE ECONOMIQUE

---

Euroméditerranée, dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre les exclusions, a décidé de faire application des dispositions de l'article L2112-2 du code de la commande publique en incluant dans le cahier des charges une clause obligatoire d'insertion.

Cette clause est applicable aux marchés subséquents dans les conditions définies dans l'annexe 1 au CCAP relatif aux marchés subséquents.

## ARTICLE 3 - PIECES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE

---

Par dérogation à l'article 4 du CCAG-Travaux, les pièces constitutives et contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes, par ordre de priorité :

### 3.1 Pièces particulières

- L'acte d'engagement (AE) ;
- Le Descriptif des Prix Unitaires (DPU) et le Bordereau des Prix Plafonds (BPP) ;
-

- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) relatif à l'accord-cadre ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) relatif à l'exécution des marchés subséquents ;
- Les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et leurs annexes ;
- Le mémoire technique.

### **3.2 Pièces générales**

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de travaux (CCAG-Travaux) dans sa rédaction issue de l'arrêté du 30 mars 2021 tel qu'approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.

Les dérogations au CCAG Travaux sont détaillées à l'article 10 du présent CCAP.

Toute clause des conditions générales de vente du Titulaire contraire aux dispositions des pièces établies par le pouvoir adjudicateur est réputée non écrite.

En cas de contradiction, ou de différence, entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

## **ARTICLE 4 - DUREE DE L'ACCORD-CADRE**

---

L'accord-cadre est conclu pour une durée de 48 mois à compter de sa notification.

## **ARTICLE 5 - EQUIPE DEDIEE ET MODIFICATION**

---

Le titulaire s'engage à affecter, pendant toute l'exécution de l'accord-cadre, l'équipe dédiée telle que présentée dans son mémoire technique et dont les curriculum vitae auront été joints.

Ainsi, les prestations doivent être exécutées par les personnes nommément désignées.

Si une des personnes n'est plus en mesure d'accomplir les prestations, le titulaire doit :

- en aviser par écrit (mail), sans délai, le RPA et prendre toutes dispositions nécessaires, afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations ;
- proposer au pouvoir adjudicateur un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes en fournissant le CV de ce dernier, dans un délai de 5 jour ouvré à compter de la date d'envoi de l'avis mentionné à l'alinéa précédent.

Le remplaçant proposé par le titulaire est considéré comme accepté par le RPA, si celui-ci ne le récuse pas dans le délai 5 jours ouvrés à compter de la réception de la proposition de remplaçant par le titulaire. Toutefois, le RPA se réserve la possibilité de récuser le remplaçant proposé, avec justifications. Dans ce cas, le titulaire dispose d'un délai de 5 jour ouvré à compter du rejet formalisé par écrit pour proposer un autre profil.

A défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de récusation des remplaçants par le RPA, le titulaire encourt l'application d'une pénalité telle que prévue à l'article 5 du CCAP relatif aux marchés subséquents.

## **ARTICLE 6 - DISPOSITIONS FINANCIERES**

---

### **6.1 Prix**

Le présent accord-cadre est passé à prix unitaires plafonds.

### **6.2 Variation des prix de l'accord-cadre**

Les prix plafonds de l'accord-cadre sont fermes.

Ils sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois m0 correspondant au mois de la date limite de remise des offres de l'accord-cadre.

### 6.3 Règlement des prestations supplémentaires ou modificatives

Par dérogation à l'article 13 du CCAG Travaux, l'ajout de prix nouveaux dans le référentiel des prix plafonds de l'accord-cadre devra faire l'objet, le cas échéant, d'un avenant établi par le maître d'ouvrage, indiquant les prix nouveaux en valeur du mois m0 de l'accord-cadre.

## ARTICLE 7 - DISPOSITIONS SPECIFIQUES A LA PASSATION DES MARCHES SUBSEQUENTS

---

Conformément à l'article R2162-9 du Code de la Commande Publique, le présent article définit les conditions d'attribution des marchés subséquents.

Lors de la survenance d'un besoin, le pouvoir adjudicateur adressera au titulaire le projet de pièces constitutive du marché subséquent, notamment :

- Un acte d'engagement
- Un cahier des clauses administratives particulières, établi conformément au CCAP relatif aux marchés subséquents
- Un bordereau des prix unitaires et un détail quantitatif estimatif
- Un cahier des clauses techniques particulières
- Le cas échéant, des pièces graphiques (ex. : plans, schémas techniques),
- Tout autre document nécessaire à la bonne exécution des prestations, en fonction des spécificités du besoin.

Le titulaire devra remettre un acte d'engagement, un bordereau des prix unitaires et un détail quantitatif estimatif complétés.

Le titulaire devra établir une proposition tarifaire respectant les prix plafonds définis dans le bordereau des prix de l'accord-cadre. Toutefois, le titulaire pourra proposer des prix inférieurs à ces plafonds.

## ARTICLE 8 - CLAUSE DE REEXAMEN

---

En cas d'évolution des besoins et d'augmentation des quantités nécessaires à la réalisation des prestations, induisant un dépassement certain du montant maximum initialement fixé, ce dernier pourra être revu à la hausse dans les conditions définies ci-après.

L'augmentation sera ainsi plafonnée à 20% du montant maximum prévu sur toute la durée du contrat.

Etant précisé que la mise en concurrence a bien été réalisée sur la base du montant global comprenant l'impact financier d'une éventuelle application de la présente clause.

Le pouvoir adjudicateur en informera le titulaire dans un délai de quinze jours au maximum suivant la survenance de l'événement générateur nécessitant la revoyure du montant maximum.

Le titulaire se trouvera ainsi engagé sur ce nouveau montant maximum aux prix du marché tels que prévus dans le BPU, le cas échéant, révisé.

La mise en œuvre de cette clause dans les conditions susmentionnées ne nécessite pas la conclusion d'un avenant.

## ARTICLE 9 - RESILIATION ET CONTENTIEUX

---

### 9.1 Résiliation

Les dispositions des articles 49 et 50 du CCAG-Travaux s'appliquent pleinement.

### 9.2 Règlement des différents

En cas de différend éventuel, le pouvoir adjudicateur et le titulaire échangeront en vue d'un règlement à l'amiable. Toutefois, en cas d'échec, le contentieux devra être porté devant le Tribunal Administratif de Marseille.

Conformément aux dispositions de l'article 55 du CCAG travaux, la production d'un mémoire en réclamation en bonne et due forme constitue un préalable obligatoire à la saisine du juge.

## ARTICLE 10 - DEROGATIONS AU CCAG TRAVAUX

---

Objet	Article du CCAP	Article du CCAG Travaux auquel il est fait dérogation
Ordre des pièces contractuelles	3	4
Collaborateurs du titulaire	6.1	3.4.3
Prestations supplémentaires ou modificatives	6.3	13